

SOCIÉTÉ

# Médias : la crise des réfugiés sous la loupe

**Depuis plus d'un an, la « crise des réfugiés » s'enlise. Comment les médias de masse gèrent-ils le flux d'informations à ce sujet ? Quelle responsabilité ont-ils dans la formation de l'opinion publique ?**

Avec le soutien de la

« L'indifférence est apathie, elle est parasitisme, elle est lâcheté, elle n'est pas vie. »

Antonio Gramsci

Le 18 avril 2015, 800 personnes perdaient la vie au large des côtes de l'île italienne de Lampedusa. Ce drame marqua le début de la « crise des réfugiés ». Aux visages tristes et compatissants succéda très vite une batterie de mesures répressives, visant (officiellement) à neutraliser les passeurs et (officieusement) à limiter les arrivées d'immigrés en provenance d'Afrique et du Moyen Orient. Les dirigeants européens envisagèrent même le recours à la force pour arraisonner les embarcations suspectes.

Contrairement à l'ambition affichée, cela n'arrêta ni les arrivées ni le recours aux passeurs. Au contraire, le flux augmenta, alimenté par les conflits armés en Syrie, en Irak et en Afghanistan notamment. Les compteurs continuèrent de s'affoler en été, puis en automne, mais on rappela rarement dans les médias de masse que l'immense majorité des personnes déracinées dans le monde restait loin de nos frontières, dans des pays considérés comme moins prospères.<sup>1</sup>

2

## Une question de perception

Au cours des activités animées par Vivre Ensemble, les questions d'immigration sont souvent abordées. Une observation saute aux yeux : malgré l'abondance d'informations sur le sujet, force est de constater que beaucoup de gens sont... peu informés !

Il y a une forte discordance entre le récit des faits et la **perception** de ces mêmes faits. Parmi les explications, on peut supposer que la crise économique, les inégalités grandissantes et la peur suscitée par les attentats survenus sur le sol français et belge ont une influence sur la lecture du phénomène migratoire.

Mais concrètement, comment cette discordance se traduit-elle ? Prenons un exemple... **Tout le monde s'accorde sur l'emploi du terme « afflux »** (ou encore « exode », voire « invasion »), concernant l'arrivée de demandeurs d'asile en Belgique (et en Europe) en 2015, **mais beaucoup reconnaissent n'avoir aucune idée des statistiques officielles**. Les estimations ne coïncident presque jamais avec les données réelles.<sup>2</sup>

Que peut-on en déduire ? Premièrement, que **la plupart des gens ne sont pas informés correctement** (mais peut-on les blâmer de ne pas connaître des statistiques par cœur) ? Deuxièmement, qu'**ils ont assimilé une certaine interprétation de la réalité**, par-delà toute maîtrise des données dont il est question.

<sup>1</sup> Cf. Agence des Nations unies pour les réfugiés, <http://www.unhcr.fr/5581a037c.html>, consulté le 26.04.2016.

<sup>2</sup> Telles que fournies par Eurostat ou le CGRA (Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides).

Ce n'est pas sans causer certains problèmes : comme l'explique François Gemenne, politologue, « *beaucoup des sentiments anti-immigration qui se développent aujourd'hui en Europe ne trouvent pas racine dans la haine des immigrés, mais plutôt dans la méconnaissance des réalités de l'immigration.*<sup>3</sup> »

## Info à sensation et déséquilibre

Dans leur **quête désespérée d'audimat ou de lectorat**, les grands médias usent et abusent de slogans, de phrases-chocs et d'images fortes. La « crise des réfugiés » leur fournit tous les éléments pour faire fonctionner la machine à sensation : histoires poignantes, portraits expressifs, dramaturgie et (quand même aussi) enjeux de société à analyser.

Pourtant, on constate un gouffre béant dans **le traitement des différents drames humains**. Lorsque des attentats sont survenus à Bruxelles, massacrant de manière vile et lâche 32 victimes innocentes<sup>4</sup>, les journaux y ont consacré un nombre substantiel de pages spéciales les jours suivants. Quand un nombre à peu près équivalent de migrants – tout aussi innocents – périt en mer Méditerranée, et ce de manière récurrente, cela fait à peine l'objet de brèves ou d'articles isolés. Le facteur de proximité joue indéniablement, et on le comprend. Mais combien de victimes faut-il pour rééquilibrer l'attention médiatique accordée à ces morts atroces ? Exception faite de deux drames survenus au large de l'île de Lampedusa (en 2013 et 2015) et du cas tristement célèbre du petit Aylan, l'information à ce sujet se noie dans une banalisation sans nom. Restent les chiffres, glacials comme les flots : entre 2000 et 2015, plus de 22 000 personnes ont perdu la vie en tentant de gagner l'Europe.

Des chiffres qui justifient l'indignation de Giusi Nicolini, maire de Lampedusa – et donc en première ligne face à cette tragédie –, lorsqu'elle trouve « *terrible d'être contraint de photographier un enfant mort sur une plage pour pousser tout le monde à se rendre compte de quel crime envers l'humanité l'Europe devient petit à petit complice.* » Sa « *plus grande crainte* », confie-t-elle, « *ce n'est pas tellement que des partis comme le Front national gagnent les élections, mais bien plus **que des personnes "normales" s'habituent à l'horreur.***<sup>5</sup> »

---

<sup>3</sup> GEMENNE F., « Migrations : réaligner les discours publics sur les réalités », *Migrations internationales. Un enjeu Nord-Sud ?*, collection « alternatives Sud », Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve, 2015, p. 8.

<sup>4</sup> Endeillant autant de familles et bien plus de proches, et laissant des séquelles physiques et psychiques, parfois irrémédiables, sur une centaine de blessés.

<sup>5</sup> BERTI Chr., « Des Aylan, j'en ai vu beaucoup à Lampedusa », *Le Soir*, 09.12.2016, p. 21.

## Une photo pour « faire évoluer les consciences » ?

La photo évoquée, tout le monde s'en souvient : un enfant étendu sur une plage, mort. La presse parlait alors d'un point de rupture, d'un changement dans la manière dont la « crise migratoire » serait perçue.

Pour illustrer l'émoi suscité à l'époque, rapportons ici quelques extraits de l'éditorial de *La Libre Belgique*, le 3 septembre 2015 :

*« Aylan avait trois ans. Son frère, Galip en avait cinq. [...] Leur frêle embarcation a chaviré en mer Egée. Aylan et Galip étaient dans les bras de leur père mais ils ont glissé et sont tombés à l'eau. [...] »*

*La photo est insupportable. Il est impossible de la regarder sans éprouver un sentiment de révolte, de colère, d'injustice. Comment est-ce possible ? Pourquoi ? Et que faisons-nous pour arrêter ce massacre ? [...]*

*Comme d'autres médias, nous avons publié cette image parce que nous croyons qu'elle peut faire évoluer les consciences. [...]*

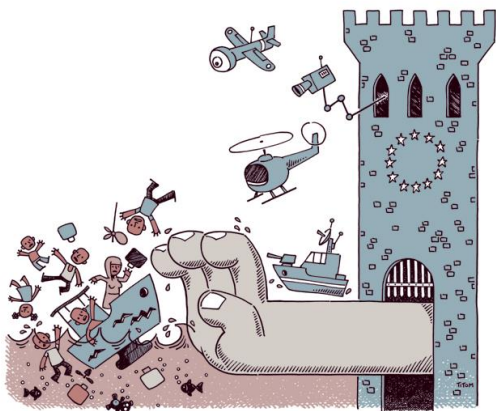
*Ensemble les Occidentaux doivent faire pression sur leurs responsables politiques pour qu'ils agissent. Pas avec des discours et des petites mesurètes. Mais avec ambition. Il faut rapidement définir un plan européen d'accueil "majeur". [...]*

*La question est de savoir si, passé le moment d'émotion, les citoyens européens se détourneront du problème des réfugiés ou si, conscientisés par les médias, par les responsables politiques, patronaux, syndicaux, par les associations, ils maintiendront à l'endroit des réfugiés une solidarité sincère et permanente. C'est ce qu'il faut espérer. En souvenir des réfugiés morts en quête de liberté [...]. »*

Qu'avons-nous aujourd'hui ? De l'ambition ? Un plan d'accueil ? Si l'on s'arrêtait sur chaque phrase de cet édito, pour en analyser les aboutissements, on ne pourrait que constater un enlèvement dans l'inaction, voire une aggravation des dégâts. De mois en mois, le débat a dérivé, tel un canot abandonné au gré des

flots, pour s'échouer sur les écueils que sont le contrôle des frontières, la remise en question de la libre-circulation au sein de l'espace Schengen ou encore les débats identitaires et sécuritaires.

Malgré les morts qui continuent de s'abîmer aux frontières de l'Union européenne (plus de 3700 en 2015, par noyade, asphyxie, hypothermie...), l'auto-proclamé berceau des droits humains se transforme de manière de plus en plus visible en cette forteresse dénoncée depuis longtemps par



les défenseurs de ces mêmes droits. Qui aurait pu prévoir que cette expression – **Europe forteresse** –, se concrétiserait par des **centaines de kilomètres de grillages et de barbelés**, dressés le long de certaines frontières ?

## Opinion publique divisée

Souvent, dans les grands médias, les migrants sont réduits à l'état passif : ils deviennent, au pire, un danger dont il faut se méfier ; au mieux, des victimes suscitant la pitié... Dans un cas comme dans l'autre, l'approche paraît pour le moins réductrice.

De cette information parcellaire découle :



- 1) Une très forte **polarisation** de toute discussion à ce sujet.
- 2) Des **prises de positions extrémistes, assumées de plus en plus ouvertement**, de la part des personnes interviewées. On ne peut ignorer la croissance inquiétante des mouvances xénophobes, partout en Europe. D'ailleurs, comment s'en étonner ? L'extrême droite ne fait qu'exploiter les faiblesses de la société. À partir du moment où une certaine presse lui mâche la besogne (en atteste la fameuse « une » de *Sudpresse*<sup>6</sup>, ci-contre), il est logique de la voir grignoter de l'espace dans l'opinion publique.

Même en faisant abstraction de ces « unes » provocatrices, on assiste parfois à un aveu d'impuissance (voire à une certaine forme d'hypocrisie) : alors qu'ils en appelleraient au réveil des consciences, et malgré une attention réelle pour l'aspect purement humain de la problématique, les grands médias en sont parfois arrivés à tolérer, par une certaine passivité ou sous le couvert du réalisme, la rigidité des autorités européennes.

Leur traitement de l'information semble souvent suspendu en équilibre précaire entre volonté de faire avancer les choses et prises de positions ambiguës. Le débat autour du choix des mots illustre bien cette tension. Cela a commencé par une propension, dans certains médias, à séparer les différents types de migrants ; d'aucuns insistaient sur cette distinction dans le souci, louable, d'assurer au moins un accueil décent au bénéfice des réfugiés, à défaut de pouvoir l'étendre aux migrants économiques. Mais pour d'autres, cette distinction était avant tout une manière d'opérer un tri entre « bons » et « mauvais » migrants, les motifs de la migration étant jugés comme « légitimes » ou « illégitimes ». Certains analystes ont dénoncé cette hiérarchisation artificielle.

<sup>6</sup> À la suite des nombreuses plaintes (un millier !) visant cette « une », la direction du journal a admis que le titre en était « peut-être maladroit ».

Cependant, on n'en était encore qu'aux prémices d'une dérive (prévisible), qui a abouti à **l'accord conclu entre l'Union européenne et la Turquie** au mois de mars 2016. Le but visait, en termes à peine voilés, à endiguer le flux d'arrivants, avec le concours d'un État aux pratiques démocratiques pourtant douteuses. Il n'était même plus question d'accueillir – au moins – les personnes fuyant les conflits, mais de **limiter l'accès au territoire européen, peu importe les motifs**.

Dans l'ensemble, **la presse y vit un mauvais signal**, une politique si restrictive risquant de précariser encore davantage les conditions de vie des réfugiés. Mais cette réaction fut-elle suffisante, au regard des ambitions affichées lors du décès d'Aylan ? En tout cas, l'opinion publique n'a pas suivi, et le monde politique n'a jamais eu si peu besoin de l'extrême droite pour assumer le choix, délibéré, de laisser en rade des milliers de gens.

## Involontairement complices ?

Vivre Ensemble a déjà proposé une analyse de la mécanique sournoise qui soumet le traitement de l'information aux dictats du capitalisme, la réduisant à l'état de produit à vendre.<sup>7</sup>

Comme nous l'avions démontré, les dysfonctionnements des médias – info spectacle, instantanéité – engendrent des retombées en cascades sur l'ensemble de la société et nuisent à l'exercice de la démocratie. S'ils peuvent constituer de puissants outils de lutte contre l'exclusion sociale, ils sont aussi susceptibles d'attiser les tensions et d'aggraver les stéréotypes. La « crise des réfugiés » en est la preuve flagrante, et ce pour trois raisons principales.

- 1) **Ce n'est une « crise » que parce qu'on la présente comme telle !** Qu'est-ce qui, dans les faits, justifie cette qualification ? Le nombre impressionnant de réfugiés ? Il s'agit là d'une conséquence désastreuse mais logique des conflits en cours, et ce depuis plusieurs années... Le manque de structures d'accueil ? Jusqu'il y a peu, Maggie De Block puis son successeur, Theo Francken, se félicitaient des économies réalisées dans ce domaine... **Le manque de préparation pour faire face à la situation est surtout dû à un manque de volonté politique.** De même, les mesures désastreuses aux frontières de l'Europe – construction de barrières, renforcement de Frontex – ne sont que les fruits germés du populisme sur le terrain politique. Prend-on assez le temps d'analyser ces phénomènes dans les médias ? D'après les personnes rencontrées au cours de nos animations, la réponse est « non ».
- 2) Les médias ne semblent pas avoir pris la mesure de cette tendance dévastatrice. C'est là un second point problématique, qui les rend indirectement complices d'une crise qu'ils ont contribué à fomenter. À force de mettre les **leaders**

---

<sup>7</sup> Cf. l'analyse *Médias : la démocratie en mal d'information*, 2013.

**populistes sous le feu des projecteurs** (parce que cela attire l'audience !), à force de relayer leurs discours démagogiques (sans y adhérer, certes, mais en accordant trop peu de place à la déconstruction de ces mêmes discours), peuvent-ils s'étonner que les **forums de discussion** hébergés par leurs propres sites soient soumis « *au climat actuel d'hostilité et d'intolérance envers des groupes comme les musulmans et les immigrés* », ainsi que le rapporte la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance<sup>8</sup> ?

- 3) Troisièmement, les méthodes employées ont peu évolué. **L'importance accordée aux sondages d'opinion pose particulièrement problème.** On sait que beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte : le contexte général du sondage, la manière dont les questions sont formulées, l'interprétation des chiffres qui en ressortent... sont autant d'éléments qui imposent de la nuance dans l'exposé des données issues d'un tel procédé. Or, ce qui apparaît de la manière la plus visible, ce sont avant tout les titres accrocheurs, qui induisent une certaine lecture des résultats obtenus. Citons-en-un, en guise d'exemple : « *Les Belges favorables aux contrôles aux frontières*<sup>9</sup> ».

## Crise des réfugiés et terrorisme

**Les attentats de novembre 2015 à Paris et de mars 2016 à Bruxelles ont pollué le débat sur l'immigration.** Le durcissement de la politique migratoire européenne – pourtant pointée du doigt depuis des années – s'est « justifié » d'autant plus facilement que l'opinion publique avait besoin de se sentir rassurée sur le plan sécuritaire.

En dépit d'appels à éviter les amalgames – y compris dans le chef d'autorités anti-terroristes<sup>10</sup> –, le ton des déclarations s'est radicalisé, surfant sur la vague de la communication expresse en vogue sur les réseaux sociaux et les forums.

Le traitement de l'information, à propos des attentats en eux-mêmes, ne peut pas laisser indifférent non plus. Beaucoup ont dénoncé le climat anxiogène fomenté par les heures d'émissions et les dizaines de pages spéciales dédiées à ces tragédies. Le propos n'est pas ici de relativiser la gravité des attentats, mais bien de comprendre que cette ambiance de déprime et d'inquiétude a durci le discours à propos des réfugiés et accentué les clivages.

On peut aussi constater que ce sentiment de panique a permis aux dirigeants de focaliser l'attention sur les volets sécuritaires de leur politique, occultant du même

<sup>8</sup> ECRI, *Rapport de l'ECRI sur la Belgique*, 2013.

<sup>9</sup> DEFFET E., « Les Belges favorables aux contrôles aux frontières », *Le Soir*, 10-11.12.2016.

<sup>10</sup> Dans un entretien accordé à *La Libre Belgique* (26-27.03.2016), Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, affirmait que « *le risque [qu'il y ait des terroristes parmi les réfugiés] existe, même si la menace principale est endogène [...]. Il faut à tout prix éviter l'amalgame tendant à faire croire que derrière tout demandeur d'asile se cache un terroriste potentiel. Daech n'attend que cela.* »

coup des mesures qui n'ont pas moins d'impact sur le bien-être de la société (songeons aux ajustements budgétaires).

Enfin, le tout-au-sécuritaire n'est pas sans effet sur les droits fondamentaux ; la France est allée jusqu'à informer le Conseil de l'Europe « *qu'elle allait "déroger à la convention européenne des droits de l'homme" avec l'état d'urgence décidé après les attentats* ». La procédure visait à la prémunir « *d'éventuelles condamnations [...] sans la dispenser de respecter certains droits fondamentaux inaliénables.*<sup>11</sup> » Cela n'a suscité aucun tollé au sein de la sphère médiatique bien-pensante.

## Réseaux sociaux

À la décharge des médias de masse, concédons-leur une difficulté relativement récente : comment se positionner dans le flux d'informations qui circulent sur Internet, en particulier sur les réseaux sociaux ?

Ces nouveaux moyens de communication ont l'avantage, indéniable, de faire circuler l'info à une vitesse hallucinante. En revanche, cette rapidité nuit à la prise de recul nécessaire à une bonne compréhension et est propice aux manipulations les plus abjectes.<sup>12</sup>

La « crise migratoire » a elle aussi fait l'objet de nombreuses controverses, abondamment commentées sur les réseaux sociaux. Les politiques eux-mêmes ont compris l'enjeu stratégique de ces canaux de communication. En atteste l'activité surabondante (et parfois abusive) sur Twitter d'une personnalité comme Theo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations. **Immédiateté, spontanéité, peu de prise de recul...** Même certains de ses partenaires de gouvernement lui ont reproché une certaine « maladie<sup>13</sup> ». Mais peut-être le but était-il simplement de créer le buzz, d'exister médiatiquement ?

Et cela fonctionne ! Les grands médias ont beau dénoncer les sorties fracassantes de certains leaders, ils leur offrent en même temps une puissante caisse de résonance : s'ils critiquent les « solutions simplistes » de la N-VA, ils continuent de les répercuter abondamment.

<sup>11</sup> <http://www.lalibre.be/actu/international/etat-d-urgence-la-france-previent-qu-elle-va-deroger-a-la-convention-europeenne-des-droits-de-l-homme-5658ddf135709322e6fb6bf5>, consulté le 21.04.2016.

<sup>12</sup> Par exemple, lors des attentats de Paris (novembre 2015), le site du quotidien *Le Monde* a dû consacrer une page spéciale à dénoncer des informations erronées qui circulaient à tout-va. Comme si la situation n'était pas suffisamment pénible...

<sup>13</sup> <http://www.sudinfo.be/1372462/article/2015-09-10/theo-francken-a-commis-une-vraie-maladie-en-communiquant-a-chaud-sur-les-refu>, consulté le 19.04.2016.



## Changer de cap



Malgré le climat morose, des initiatives originales prennent le contre-pied de la tendance actuelle. Ainsi un collectif d'associations – dont le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté – a-t-il lancé la diffusion d'un journal au ton « décalé » : **Le Bienvenu**. Tiré à 100 000 exemplaires et distribué dans les gares, ce « **journal populaire de solidarité** » propose un large éventail d'articles et de témoignages visant à dépasser les préjugés et à mieux comprendre les enjeux liés à la situation des réfugiés.<sup>14</sup>

Par ailleurs, on est en droit de revendiquer de la part des grands médias quelques balises :

- Un **sens de l'éthique plus approfondi** : peut-on décemment afficher des titres qui parlent d'« invasion » sans attiser la haine et les divisions ?
  - Davantage de **cohérence** : fustiger les

populistes ne suffit pas si on déroule le tapis rouge pour leur tendre le micro.

- Enfin, accorder plus d'importance à certains types d'analyses (les « *Panama papers* » en sont un excellent exemple, tant dans l'effort de recherche journalistique que pour les multiples défis mis en relief par ces révélations).<sup>15</sup>

Concluons sur ce dernier point. Malgré un regard critique porté sur le rôle des médias dans les problèmes que nous connaissons, saluons le sérieux et une réelle forme de courage dans le chef de certains journalistes. Roberto Saviano<sup>16</sup> est de ceux-là, lui qui, au mois de février dernier, appelait à « *s'en prendre aux flux financiers plutôt qu'aux flux de réfugiés*.<sup>17</sup> »

Son article figurait en page 12... loin des « unes » tapageuses, là où le racolage de lecteurs cède le pas à l'analyse.



Disponible sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

Exemplaires papier sur demande.

Contact : [info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be)

02 227 66 80

Renato Pinto



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la

<sup>14</sup> Possibilité d'en commander des exemplaires sur le site <https://lebienvenu.be/>.

<sup>15</sup> Les « *Panama Papers* » désignent une gigantesque fuite de documents confidentiels, issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. On y trouve des informations sur des milliers de sociétés *offshores*, et des noms d'actionnaires de ces sociétés (y compris des hommes politiques, des milliardaires et des célébrités). Ce nouveau scandale a démontré l'importance du travail d'enquête de longue haleine, et l'ampleur des défis liés à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.

<sup>16</sup> Connu pour sa description des milieux mafieux, notamment dans le livre *Gomorra*, Roberto Saviano vit désormais sous protection policière.

<sup>17</sup> SAVIANO R., « S'en prendre aux flux financiers plutôt qu'aux flux de réfugiés », *Le Soir*, 15.02.2016, p. 12.